

QUELS THÈMES POUR LES GROUPES DE TRAVAIL ?

À partir de vos réponses à l'appel que nous avons lancé sur les thématiques des nouveaux groupes de travail, le bureau de l'Inter-Réseaux a dégagé quelques pistes de réflexion. Mais de nombreuses préoccupations ont émergé de la soixantaine de réponses reçues.

Quatre cents membres de l'Inter-Réseaux avaient été directement sollicités, en plus des lecteurs de *Grain de sel*, pour nous faire part de thèmes qu'ils aimeraient voir traiter en groupe de travail, selon leurs activités et leurs centres d'intérêt. De la diversité des réponses, se détachent trois grandes orientations que nous développons ci-après. Un précision toutefois: les thèmes déjà traités par l'Inter-Réseaux n'ont pas été repris (appui aux OP, financement des exploitations agricoles, etc.).

S'agissant de **questions globales**, non directement liées au développement rural mais ayant des incidences sur le devenir du secteur rural du Sud, vous êtes nombreux à vouloir mieux comprendre, par exemple, les incidences des négociations commerciales actuelles (OMC) et des grandes questions environnementales (OGM, suivi des conventions internationales) et leur impact sur les réalités locales. Les questions concernant la démocratie ou le renforcement de la société civile reviennent également. Ces interrogations importantes pourront faire l'objet d'un traitement spécifique dans *Grain de sel*, afin que vous puissiez disposer de quelques points de repère.

Ont été également évoquées, des questions traitant plus spécifiquement de **pratiques et méthodes d'interventions**, comme par exemple:

- **La lutte contre la pauvreté:** on en parle beaucoup mais quelles perceptions en ont les acteurs locaux et quelles conséquences concrètes en tirer sur les pratiques de développement ?
- **La coopération décentralisée** de société civile à société civile est-elle une voie prometteuse ?
- **L'autonomie des acteurs locaux** dans la relation de coopération est-elle possible ?
- **L'expertise** du nord favorise-t-elle réellement l'émergence d'une l'expertise au sud ?
- **Comment réformer l'éducation et la formation rurale** pour faire face aux défis actuels ?

L'utilisation de certains outils illustre également les préoccupations exprimées, tel **les nouvelles technologies** et leur appropriation par les acteurs locaux aussi bien que les approches participatives et méthodes d'évaluation.

Priorité aux évolutions du monde rural

Le plus gros de la demande s'oriente cependant vers des sujets très concrètement liés à des évolutions actuellement perceptibles dans les pays en développement. Il s'agit en particulier de:

- **La gestion des ressources naturelles**, avec un éclairage sur la gestion des conflits et les relations de décentralisation.

- **La décentralisation** qui fait l'objet d'un intérêt assez marqué avec, en particulier, la multiplication des acteurs locaux, parfois concurrents, qu'elle entraîne et les opportunités qu'elle offre.

- **L'analyse du fonctionnement des filières agricoles** proposée sous ses aspects techniques (production, approvisionnement en intrants, stockage, commercialisation) mais aussi à travers des mécanismes plus globaux et institutionnels (formation des prix, concertation entre producteurs et secteur privé, privatisation).

- La transformation agro-alimentaire mais aussi une réflexion plus large sur **les activités non agricoles** (diversification des revenus en zone rurale) sont également sollicitées en point d'orgue à une discussion sur la modernisation de l'agriculture.

Enfin, quelques propositions suggèrent de s'intéresser à **l'évolution de l'agriculture péri-urbaine** pour mieux saisir les problèmes se posant en termes de foncier et de mesures d'accompagnement.

Le thème de **l'agriculture familiale** recueille de nombreux suffrages, en particulier dans des perspectives telles que la libéralisation, le développement d'entreprises agricoles, les OGM, la biodiversité. Si certains souhaitent voir le débat se porter sur les incidences des choix de politique agricole sur les formes d'agricultures locales, d'autres privilégient en revanche la question de nouvelles formes d'appuis et de conseils à apporter aux exploitations agricoles.

On le voit, le travail du bureau de l'Inter-Réseaux de synthétiser toutes ces attentes afin d'y répondre le mieux possible n'a pas été aisé. Ce résumé est cependant suffisamment transversal pour que plusieurs des préoccupations

pations exprimées s'y trouvent illustrées. En voici les éléments essentiels.

Dans la plupart des pays du Sud, on constate un accroissement des inégalités en milieu rural. Même dans les régions à fort potentiel, le développement de l'agriculture ne profite pas à tous: quel sera alors le devenir de ceux qui ne pourront plus vivre de l'activité agricole? De même constate-t-on la coexistence de plusieurs formes d'agriculture qui ne sont pas forcément à opposer: une agriculture paysanne, vouée, selon certains, à disparaître ou à évoluer en se modernisant et une agriculture à base de capitaux avec une logique d'entreprise, l'agriculture familiale dominant en nombre: 95% des agriculteurs de la planète.

Cerner les conditions de compétitivité de l'agriculture familiale dans une économie mondialisée

Les accords internationaux rendent plus difficile la mise en place de politiques de soutien à l'agriculture: quels leviers d'action restent-ils pour les États et les organisations paysannes qui font pression sur lui? Les enjeux internationaux également présentent de plus en plus fortement sur l'évolution des pays en développement. D'où une implication croissante des acteurs de la société civile dans les négociations liées à ces enjeux.

Comment les représentants du secteur rural participent-ils à ces négociations? Quelle perception ont-ils des processus en cours et comment en parlent-ils? Comment s'informent-ils? Comment percevoir au mieux, l'impact sur le monde rural, de phénomènes globaux tels que la mondialisation, les OGM, l'évolution du commerce ou encore les évolutions technologiques. Autant d'éléments qui peuvent aider à concevoir des politiques d'accompagnement mieux adaptées.

Car l'enjeu est bien de concevoir et d'appliquer des politiques différenciées capables de dessiner un avenir dans ou hors l'agriculture, pour le plus grand nombre de ruraux et avec un souci d'équité et d'aménagement du territoire. Le plus souvent, les choix ne sont pas déterminés et encore moins débattus: ainsi les appuis vers l'agriculture favorisent de fait certains types d'exploitations au détriment d'autres. Comment rendre ces options plus visibles et les intégrer à un véritable débat de société?

Ce qui pose la question de la nature des appuis au secteur agricole. Si l'accès aux intrants et l'organisation des marchés sont perçus comme des priorités, la

vulgarisation agricole doit évoluer. Comment passer de conseils standardisés à une forme mieux adaptée à la demande des agriculteurs? Les appuis aux exploitations les mieux positionnées peuvent-ils avoir un effet d'entraînement sur les autres? Une vision controversée, certains estimant que la modernisation de l'agriculture entraînerait plutôt un accroissement des laissés pour comptes. Aujourd'hui l'agriculture ne se résume pas au seul développement de la productivité. Il s'agit de définir, dans le cadre d'un dialogue social et politique, les grandes fonctions qu'elle doit assumer (production en quantité et qualité suffisantes, gestion des ressources naturelles, emploi) et d'en tirer les mesures nécessaires à l'amélioration de ces fonctions.

La productivité des agricultures du Sud doit se combiner avec une gestion durable des ressources naturelles et de la fertilité, tout comme la maîtrise du poids démographique, l'aménagement du territoire et l'emploi. La pression foncière est de plus en plus ressentie comme source de conflits. La décentralisation en cours dans de nombreux pays ouvre des perspectives nouvelles tout en posant la question de la répartition des rôles entre les nouvelles collectivités territoriales et les autres acteurs locaux ■

Denis Pesche

EN BREF

Visite de deux leaders paysans à l'Inter-Réseaux

Moussa Para Diallo, Président de la Fédération des paysans du Fouta en Guinée, a repris son bâton de pèlerin pour sensibiliser quelques bailleurs du Nord à la construction de la route Labé (très active dans la production guinéenne de pommes de terre, tomates et oignons) -Tambacounda au Sénégal. Un tel axe permettrait un meilleur écoulement des produits vers plusieurs pays de la sous région.

Abdallah Abouacac des Comores, représentant du syndicat des producteurs de vanille, de retour d'une réunion de la FIPA tenue en juin en Allemagne, s'est arrêté à Paris pour s'informer des opportunités du marché français. Les producteurs aimeraient intervenir directement dans la commercialisation de leur vanille pour être moins dépendants des intermédiaires qui en contrôlent l'exportation et dont ils ne tirent que de faibles revenus.

Dans les mois qui viennent, l'Inter-Réseaux approfondira la consultation de ses membres et personnes ressources, sur ces idées-forces.

Vos réactions nous seront donc très utiles pour y dégager de futurs thèmes de travail. À vous de nous faire partager vos expériences et analyses sur les transformations locales que vous observez.
